

Au nom du maître mot de « réforme », leitmotiv sans cesse ressassé, le Ministre de l'Éducation Nationale a engagé une profonde mise en cause de notre système éducatif : 13 500 suppressions de postes en 2009, remise en cause des RASED, réforme du primaire, du lycée, de la formation des enseignants, fin de la scolarisation des enfants de 2 - 3 ans...

Cette politique provoque depuis plusieurs mois de nombreux mouvements de protestation : manifestations des personnels de l'Éducation Nationale, des parents d'élèves, des étudiants des IUT, des Maires de France réunis en congrès il y a quelques jours, et aujourd'hui des lycéens. Tous ces mouvements traduisent une profonde inquiétude, notamment des jeunes, face à ces mesures.

Depuis quelques jours à Brest et dans toute la France des lycéens manifestent pour faire connaître au gouvernement cette inquiétude. Or parmi ces manifestants, certains, croyant ainsi pouvoir se faire mieux entendre, choisissent la voie de la violence, s'en prennent physiquement aux personnes et commettent des dégradations de toutes sortes.

De tels actes sont inacceptables. Je les condamne avec la plus grande vigueur.

Manifester est un droit pour tous, jeunes comme adultes. C'est un droit fondamental dont le respect marque la différence entre les démocraties et les dictatures. A Brest comme ailleurs, chacun doit pouvoir en toute liberté, utiliser ce droit, sans risque, dans le calme et dans le respect des personnes et des biens.

Même s'il s'est jusqu'à présent refusé à entendre les inquiétudes des jeunes et de tous ceux qui œuvrent à leur éducation, j'invite Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale, à ouvrir enfin le dialogue avec le pays. Il n'est jamais trop tard pour cela. Hors de tout calcul politique, notre jeunesse a besoin d'espoir pour construire au mieux son avenir.

François CUILLANDRE